

DÉCONSTRUCTION DES MYTHES ENTOURANT LA MIGRATION ET L'EXPULSION

Publié le 26 décembre 2024



par Daily Science

Depuis les années 1990, l'Union européenne (UE) collabore intensément avec les pays tiers pour décourager la migration irrégulière et favoriser le retour des migrants sans titre de séjour. Malgré des années d'efforts, des recherches récentes montrent que les campagnes de dissuasion à l'intention des migrants n'ont que peu d'effet et que les expulsions de migrants clandestins ne sont pas aussi faciles à mettre en place que de nombreux politiciens voudraient le faire croire.

Des expulsions impopulaires

Dans le cadre de son doctorat à la VUB, [Omar Cham](#) a examiné les réactions d'acteurs gambiens aux politiques migratoires de l'UE et a révélé l'inefficacité de ces politiques. La Gambie, partenaire prioritaire de l'UE, est souvent la cible de communications de dissuasion migratoire et de pressions pour coopérer aux expulsions de migrants en situation illégale. Dans le cadre de ses recherches, Dr Cham a étudié les réactions de l'élite politique et des citoyens ordinaires du pays.

« Mon enquête montre que la coopération en matière d'expulsion est très impopulaire dans les pays extérieurs à l'Union européenne. En effet, de nombreuses familles dépendent de transferts financiers et ont souvent lié leurs espoirs et leurs investissements financiers à la migration », explique-t-il.

L'importance de la souveraineté des états

« Les décideurs politiques de l'UE et de ses États membres promettent souvent d'expulser davantage de sans-papiers, mais ce faisant, ils négligent la souveraineté des pays tiers. »

« Les expulsions ne peuvent avoir lieu sans la coopération des pays souverains non membres de

l'UE, qui doivent accorder des droits de débarquement et identifier leurs citoyens. Les taux d'expulsion se situent autour de 30 % depuis des années. Il est donc tout à fait irréaliste de promettre pouvoir augmenter ces chiffres de manière significative », explique Dr Omar Cham, désormais chercheur postdoctorant à [Brussels School of Governance \(BsoG\) au sein de l'unité Migration, Diversity and Justice](#).

Des campagnes de dissuasion peu utiles

« Il convient également de noter que les campagnes de dissuasion menées par l'UE, qui visent notamment à informer les migrants potentiels des dangers de la route migratoire, n'ont pas l'effet escompté », poursuit le chercheur.

« Les Gambiens sont conscients des dangers de cette route, mais cela n'influence guère leurs décisions à cet égard. Des facteurs tels que les avantages de la migration, le désir d'une meilleure qualité de vie et les pressions familiales pèsent davantage dans leurs choix. »

Ces résultats permettent de mieux saisir la complexité des décisions en matière de migration, l'impact très limité des campagnes de dissuasion et la supposition infondée que les pays tiers coopéreront volontairement à la politique d'expulsion de l'UE ou de ses États membres.

« Cette étude montre que l'UE, mais également les décideurs politiques des États membres comme la Belgique, devrait repenser leur approche et se concentrer davantage sur les causes de la migration plutôt que sur la dissuasion et l'expulsion », conclut le Dr Omar Cham.